

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 21 septembre 2016



Aujourd'hui, le vingt et un septembre deux mille seize à 14 heures, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la Salle Commission 1 à l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE et Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Messieurs Gérard CASTET et Charles PELANNE

OBJET : Affaires diverses / Autorisation de lancement et de signature : marché d'étude socio-économique du bassin versant du Midour

Exposé des motifs :

L'état des lieux du projet de territoire Midour nécessite une caractérisation socio-économique du bassin versant du Midour en lien avec les usages de l'eau.

La caractérisation du territoire d'un point de vue socio-économique devra porter sur les items suivants :

- Activités de loisirs liées à la présence de milieux aquatiques
- Activités industrielles en lien avec l'eau (prélèvements/rejets)
- Eau potable et assainissement
- Agriculture et agroalimentaire

Après sollicitation de 4 bureaux d'études, un seul a répondu et son offre est conforme au cahier des charges de l'Institution Adour.

Il est donc proposé d'autoriser le Président à signer le marché avec le Bureau d'études SCE pour un montant de 21 220 € HT soit 25 464 € TTC

LE BUREAU

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Article 1

Monsieur le Président est autorisé à lancer et signer le marché d'étude socio-économique du bassin versant du Midour avec le Bureau d'Etudes SCE pour un montant de 21 220€ HT soit 25 464 € TTC et ses éventuels avenants

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 21 septembre 2016 à Mont-de-Marsan

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX



Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

